

Fraction Armée Rouge
le 29/11/1996
(extraits)

Il est désormais largement connu que Christophe Seidler n'a jamais combattu au sein de la RAF.

Et que Siegfried Nonne, ancienne « taupe » des services secrets, continue d'être utilisé comme témoin par les services de sécurité de l'Etat.

Tout le monde sait également que tout les dires de Nonne ne sont qu'une pure invention des services secrets allemands.

Lui-même avait confirmé il y a quelques années dans une émission télévisée que les services secrets l'avaient mis sous pression afin qu'il affirme que c'est bien lui qui est à la source de ces inventions.

Le frère de Siegfried Nonne, Hugo Fôller, a habité dans le même appartement de Bad Homburg que Christophe Seidler et d'autres. Il avait à l'époque raconté aux services secrets qu'à part lui et Nonne personne d'autre n'y habitait - et ainsi pas de soi-disants membres de la RAF.

Curieusement, le frère mourut de façon totalement inopinée après avoir fait ses déclarations aux services secrets.

Malgré ses déclarations il ne fut quasiment plus cité.

Il y a bien évidemment le soupçon que les responsables des services secrets ont quelque chose à voir avec la mort du frère de Nonne.

De fait, les programmes concernant ceux/celles quittant la guérilla et/ou étant des témoins principaux ne font qu'un. Les illégaux et les prisonnierEs doivent par là être amené à se transformer en outil des services secrets, à trahir leurs camarades ainsi que leur propre parcours.

En ce sens le programme concernant ceux/celles quittant l'illégalité vise « la dénonciation de principe de la politique militante de gauche ». Les anciens de la RAF qui ont vécu dans les années 80 en exil en R.D.A. ont pour leur plus grande partie donné un triste exemple de ce qu'était ce programme.

Des anciens gens de gauche « fatiguéEs » ont suivi les services secrets à la virgule près et tout simplement raconté ce qu'on leur a dit de raconter.

Cela a amené de nouvelles condamnations pour Sieglinde Hofman, Christian Klar, Rolf-Clemens Wagner et Heidi Schulz.

Pour Christophe Seidler les choses se passent naturellement différemment que pour les anciens militantEs de la RAF qui ont par la suite vécu en R.D.A. Nous ne savons naturellement pas ce qu'il a raconté, mais de toute façon il n'a jamais quitté la RAF, parce qu'il n'en a jamais fait partie.

Le « programme » auquel il s'est raccroché est de toute façon très différent - au niveau concret en tout cas.

Nous pouvons voir qu'il s'était retrouvé dans une situation difficile: il pouvait soit s'embarquer dans la procédure lancée par l'Etat, soit rester là où il était, alors qu'il n'avait rien à voir avec ce pour quoi il était recherché; d'autant plus qu'il n'avait visiblement alors que peu de référence avec la lutte révolutionnaire.

Mais cela n'est pas pour autant simplement « correct »; il a en effet donné des informations quant à son exil et par là envoyé les services secrets allemands là où il avait été accueilli de manière solidaire et où il avait trouvé refuge pendant de nombreuses années.

Il n'y a à notre avis pas de solution à cette situation problématique pour le moment si l'on part du point de vue des gauches radicales. Nous n'avons pas de solutions à ces questions se formant dans ce domaine.

Il n'y a dans les rapports actuels qu'une seule voie réellement juste: les gauches doivent regagner les camarades illégaux et vivant souvent en exil, qui sont eux/elles-mêmes issuEs des gauches dans les 25 dernières années d'histoire de la lutte - dans le cas où ceux/celles-ci le veulent.

Vu la période de rupture, valable également pour l'histoire des gauches, ce serait aujourd'hui le bon moment.

Mais le rapport de force actuel ne le permet pas. Lorsque nous disons que n'avons pas de solutions à la question de savoir comment traiter cela, cela signifie quand même: les déclarations quant aux structures illégales et les planques en exil sont et restent à refuser catégoriquement. Les résultats qu'on obtient lorsqu'on suit le programme des services secrets ont été ainsi vu correctement, dans la mesure où une camarade³ qui elle-même auparavant combattu au sein de la RAF a fait des déclarations quant à Christophe Seidler et d'autres camarades (journal la TAZ du 4.11.96).

Concrètement cela est vrai qu'il y a eu différents « cas » dans les gauches où, pour les raisons les plus diverses, il y a eu nécessité de passage dans l'illégalité (et pas obligatoirement à cause de l'accusation d'être organisé dans la RAF. Ce n'est pas pour nous un critère décidant si nous aidons quelqu'un ou pas). CertainEs ne peuvent pas s'imaginer être organisé illégalement en R.F.A. Nous les avons toujours aidé, lorsqu'ils l'ont souhaité et que nous le pouvions. De toute façon il n'y a rien dont on pourrait discuter avec les organes de sécurité de l'Etat.

Les déclarations d'Eva Haule aux flics, faites en relation avec le programme d'abandon, sont un sale coup.

D'un côté elles ne déchargent même pas Christophe Seidler, mais en plus elles n'ont rien à voir avec son retour.

Il manque une certaine distance avec de tels « programmes ».

Ce qui ne signifie pas qu'il ne soit pas possible de reconquérir ceux-ci.

Nous ne voulons pas individualiser les problèmes, ni taper sur personne.

Ce n'est pas qu'un problème d'écroulement de l'ensemble de notre ancienne connexion politique, mais celui des gauches.

Ce n'est certainement pas un hasard que cela soit précisément dans les dernières années que des principes estimables quant aux attitudes vis-à-vis des déclarations et des discours inutiles aient été balancé par dessus-bord⁴. Pour beaucoup ce n'est pas que la fin d'une époque, ils/elles ne se reconnaissent plus personnellement dans la lutte radicale contre le système et/ou dans les structures illégales de la gauche.

Personne ne doit pourtant oublier qu'une décision personnelle ne doit pas transformer les autres en objet. La décision de quelques unEs n'amène ni la chute totale du mouvement révolutionnaire, ni le fait que dans le futur des structures illégales de lutte ne soient plus à utiliser. Cela est valable pour toutes les périodes - période d'écroulement ou pas.

Aucune déclaration sur les structures illégales (ou légales) existantes!

Aucune déclaration sur les structures clandestines et les lieux d'exil!

Aucune information sur l'illégalité et sur les moyens d'organiser celle-ci! Revenons-en à l'Etat: toute cette histoire amène plusieurs choses à la lumière.

Des poursuites et d'éventuelles condamnations des personnes illégales ou légales sans que l'Etat n'ait quoi que ce soit dans la main sont choses courantes - comme contre Christophe Seidler. Ils ont dit tout savoir sur lui - sauf là où il se trouve.

La réalité n'avait rien à voir avec les dires des organes de sécurité de l'Etat.

Ils construisent une réalité artificielle afin d'ouvertement tromper l'opinion publique. Ils ne savent pas grand chose sur nous.

Ils ne nous ont jamais vraiment compris de A à Z, ni vu à quoi ressemblent nos structures, ni qui est organisé dans la RAF.

Lorsque les services secrets disent le contraire, on peut tranquillement être sûr qu'ils racontent n'importe quoi.

Il y a au moins cela de largement montré avec cette histoire.

Les affiches de recherche de la police criminelle ne sont pas des «listes de membres» de la RAF.

Même le fait que la taupe des services secrets Klaus Steinmetz ait pu rencontrer quelques uns d'entre nous ne leur a pas amené la possibilité de nous détruire. Nous voulons également dire ici quant au véritable conte des services secrets quant à l'action du Commando Katharina Hammerschmidt à Weiterstadt.

Il affirment que Steinmetz y a participé.

Evidemment ils savent autant que nous que c'est une pure invention des organes étatiques de la R.F.A., et leur mandat d'arrêt contre un de leurs propres agents est ridicule.

Et il n'y a naturellement pas en R.F.A. de fonctionnaires voulant réellement le criminaliser.

Nous pensons qu'il y a deux raisons à ce mensonge: 1) l'action a été trouvée bien par beaucoup plus de gens que d'habitude.

Cette action militante a été accueillie avec de la sympathie en-dehors des gauches. Elle a été considérée par beaucoup comme sensée, ce qui aujourd'hui ne va plus de soi [pour beaucoup de choses]. C'est pour cela que les services secrets veulent précisément dénoncer cette action. Qui ne trouverait pas cette action - motivée par le refus des rapports dominants de violence et refus conscient de l'ordre dominant dégueulasse si il s'agissait en réalité d'une opération des services secrets?

2) Ils inventent la participation de leur taupe afin de pouvoir construire des criminalisations sans limites. Tout ceux /celles qui ont été proche de Steinmetz doivent être mis mal à l'aise.

Ils affirment que des personnes légales auraient transporté les explosifs pour nous dans le coffre d'une moto. Cela est faux comme impossible.

Le fait que notre commando a utilisé bien une tonne d'explosifs à Weiterstadt - ce qui est en fait bien inintéressant - montre l'absurdité d'une telle histoire.

L'Etat sait naturellement que la quantité donnée, vraiment faible, ne représente rien d'autre que n'importe quoi.

Et de toute façon, pour le transport nous aurions trouvé mieux que l'utilisation de motards de la « scène ».

L'Etat ne considère pas comme un problème d'être forcé à des mensonges toujours plus évidents.

TOUT LE MONDE sait que notre camarade Wolfgang Grams - alors qu'il venait d'être arrêté - a été exécuté par les troupes spéciales du GSG 9.

Mais il n'y a pas pour autant en-dehors des gauches radicales pas d'« opinion publique médiatique critique » dont on pourrait dire qu'elle serait un peu intéressée à la vérité.

Ils préfèrent bien plutôt jouer les guignols de la classe dominante en suivant de la version étatique de l'affaire.

Nous considérons l'étonnement quant au fait que les gauches continuent d'être attaquées malgré leur faiblesse comme incompréhensible.

C'est avant tout dans la situation historique où la gauche se transforme et d'où une nouvelle force opposée au système peut se former que l'Etat tient à faire peu par la répression.

Personne n'est plus censée oser briser de manière conséquente les règles du système désormais connues.

Personne n'est plus censée prendre le droit de répondre par la contre-violence révolutionnaire aux rapports de violence.

Et encore moins dans une forme organisée.

Les dominants veulent que les gauches suivent cette voie.

Et c'est pour cela que chaque action de la RAF est condamnée, même si les preuves sont des produits fantaisistes inventés par l'Etat. C'est pour cela que les camarades doivent rester éternellement en prison.

Chaque mensonge est bon pour les services de défense de l'Etat. La militarisation à l'intérieur est la réponse politique aux rapports sociaux et au développement qui est prévisible.

La multiplication de l'appareil policier et la légalisation des mesures de la police et des services secrets contre une partie toujours plus grande de la société, l'Etat du contrôle total, sont les outils d'accompagnement de la coupe à blanc dont le système capitaliste a besoin maintenant et pour le futur.

Le système et les rapports sociaux structurels n'ont jamais été autant violent depuis le fascisme nazi.

L'armement matériel et personnel de la police et des garde-frontières, de la justice et la construction de toujours plus de prisons, la formation de toujours plus de services de sécurité, de gardes nationales, de l'ensemble de l'appareil d'expulsion, toute la terreur contre les réfugiéEs et les non-blanchEs, comme contre beaucoup qui n'ont pas le passeport allemand, en est l'expression. Aujourd'hui les contrôles sur de grandes surfaces, les razzias et les écoutes, etc., sont justifiéEs par les expulsions des réfugiés des métropoles, par la propagande raciste.

Exactement comme la population kurde est confrontée à une interdiction de rassemblement avec l'interdiction du PKK.

Elle est combattue avec une dureté absolue.

Aujourd'hui en R.F.A. il y a plus de prisonnierEs politiques issuEs de la lutte de libération kurde que de n'importe quelle histoire de la résistance en R.F.A. Expulsions vers la torture et la mort sont possibles à tout moment.

Celui qui, sans exagération, peut être désigné comme un des plus grands assassins bureaucratiques de notre époque, Kanther (ministre fédéral de l'intérieur) se croit en guerre contre la « criminalité organisée » - pouvant quotidiennement changer de visage; tout peut l'être.

Mais le racisme de types comme Kanther fait des RoumainEs, VietnamiENEs, Russes, ChinoisEs, etc., de préférence, les criminellEs organiséEs desquelLEs les AllemandEs doivent être préservéEs.

Des vociférations sur la nécessité de lutter contre la mafia, ce qu'il faut retenir devient particulièrement clair au regard de la collaboration intense et chaleureuse de l'Etat allemand avec la mafia de la drogue, des services secrets et de l'appareil militaire organiséEs en Turquie par la classe dominante autour de la ministre des affaires étrangères Tansu Ciller.

La collaboration dans la guerre sale contre le mouvement de libération kurde et les secteurs progressistes et de gauche dans la population en Turquie fonctionne à tous les niveaux. Les ventes d'armes de l'industrie allemande baignent dans l'huile. La réflexion voulant que les organes de sécurité de l'Etat aurait besoin de la RAF ou de groupes équivalents afin de justifier son existence ne prend pas assez en considération le développement raciste. De plus cela renverse toute notre histoire globale de lutte, ainsi que celle des autres groupes combattant par les armes des gauches de R.F.A.

Est ici nié que cela a toujours été une décision très consciente de chacunE d'entre nous de se rattacher à une organisation armée combattante et de continuer à développer sa politique.

Il n'y a pas eu de nécessité de rétrécir la politique à un réflexe aux escalades de l'impérialisme.

Si cela s'est passé, alors il s'agit d'erreurs dont il faut assumer la responsabilité.

La rupture subjective a été ici un moment décisif de notre lutte.

La décision a toujours été liée avec les espoirs et la conception d'en arriver ensemble dans le monde à une lutte pour la libération, une vie sans domination.

Transformer aujourd'hui notre lutte en objet de l'Etat signifie se voler à soi-même sa propre histoire.

Et cela n'amène aucun savoir pour le futur.

Le système n'a pas besoin de la RAF, mais de l'Etat policier - comme manière d'appréhender les contradictions que le système produit lui-même.

Il s'agit de leur vision sociale.

Et peu importe que des groupes comme la RAF existe ou pas.

Le débat quant à l'histoire des gauches n'a pour nous un sens que si cela contribue à la redéfinition de la politique révolutionnaire et à la reformation d'une gauche radicale.

Ce n'est qu'à partir de là d'amener dans le débat social des visions dépassant le système.

Il n'y aura à ce sujet aucun « signal de la politique » de la part de l'Etat. Celui-ci fait tout en faveur du développement du capital vers l'extérieur avec la politique impérialiste de grande puissance, et à l'intérieur en faveur d'une nouvelle société.

C'est la conséquence de la crise du système capitaliste et la tentative d'en ressortir renforcé en tant que puissance économique et politique. C'est pour cela qu'il y a dans la métropole le roll-back des droit sociaux qui ont pu être imposé à l'intérieur du capitalisme. La pauvreté et l'exclusion vont devenir d'une manière encore plus forte élément de la réalité sociale de la métropole. Le racisme étatique et social fait partie des éléments nouveaux majeurs de la vie en Allemagne.

Il ne peut pas y avoir de points de contact entre ceux qui portent la responsabilité de cela, et les débats dont nous avons besoin afin de rayer tout cela de la carte dans le processus de la révolution sociale.